

Em n° 124

De : > info (par Internet) <info@jppimmo.ch>

Date : 30/11/2023 à 13:58

Pour : "ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr" <ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr>

—20231130_13565663.txt—

----- Message transféré -----

De : <info@jppimmo.ch>

Date : 30 nov. 2023 à 09:56

Objet : Contre la DEMOLITIONS du patrimoine est la sauvegarde du bord du Lemman centenaire

À : <ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr>

Madame La Commissaire Enquêtrice,

Egm n° 124

En tant que Bourgeois , je tiens Ã vous informer que la SociÃ©tÃ© Bourgeoisie est une indivision et non pas une SCI, elle n'a d'ailleurs aucun statuts, ce qui est pas le cas des SCI qui ont obligatoirement des statuts.

Ã ce titre, toutes dÃ©cisions, actes et contrats, engageant les biens de l'indivision, doivent Ãatre accordÃ©s aprÃ¨s validations de tous les indivisaires. Je suis contre la dÃ©molition de nos cabanes de pÃªcheurs qui font parties de notre patrimoine collectif centenaire .

De plus je n'ai pas eu connaissance de l'existence et du contenu des contrats de location ou de forage concernant les tenements de bord de lac et du site de la carriÃ¨re. Ces actes, s'ils existent, sont juridiquement nuls .

Pour toutes ces raisons , je suis contre le projet de nouvelle carriÃ¨re et de quais de chargement.

Pour valoir ce que de droit,

Vous adresser, madame la Commissaire EnquÃªtrice , mes salutations distinguÃ©es.

Monsieur Bonnaz Philippe
Indivisaire de la SociÃ©tÃ© Bourgeoisie

— Pièces jointes : —

20231130_13565663.txt

1,3 Ko

Gm n°124

----- Message transféré -----

De : <info@jppimmo.ch>

Date : 30 nov. 2023 à 09:56

Objet : Contre la DEMOLITIONS du patrimoine est la sauvegarde du bord du Lemman centenaire

À : <ddpp-enquete@haute-savoie.gouv.fr>

Madame La Commissaire Enquêtrice,

En tant que Bourgeois , je tiens à vous informer que la Société Bourgeoisiale est une indivision et non pas une SCI, elle n'a d'ailleurs aucun statuts, ce qui est pas le cas des SCI qui ont obligatoirement des statuts.

À ce titre, toutes décisions, actes et contrats, engageant les biens de l'indivision, doivent être accordés après validations de tous les indivisaires. Je suis contre la démolition de nos cabanes de pêcheurs qui font parties de notre patrimoine collectif centenaire .

De plus je n'ai pas eu connaissance de l'existence et du contenu des contrats de location ou de forage concernant les tenements de bord de lac et du site de la carrière. Ces actes, s'ils existent, son juridiquement nul .

Pour toutes ces raisons , je suis contre le projet de nouvelle carrière et de quais de chargement.

Pour valoir ce que de droit,

Vous agréer, madame la Commissaire Enquêtrice ,mes salutations distinguées.

Monsieur Bonnaz Philippe

Indivisaire de la Société Bourgeoisiale